

Les subsides

● (1125)

Je me permets de dire au gouvernement que nous sommes disposés à négocier et à traiter sur cette base, mais c'est à lui qu'il revient d'en prendre l'initiative. Il lui faut faire preuve d'un minimum d'intérêt et de bonne volonté pour ce faire. Jusqu'à maintenant, et comme le précise nettement notre résolution, cela ne s'est pas encore produit. Il a plutôt fait fi du comité, du Parlement, des intérêts de l'industrie canadienne et du bien-être économique du pays, puisqu'il a présenté un projet de loi qui prévoit tout simplement une politique de la porte grande ouverte. Le gouvernement va laisser piller notre économie à tel point qu'à côté de cela, le viol des Sabines aura l'air d'un pique-nique paroissial.

Je ne crois pas que le ministre se préoccupe vraiment beaucoup de cette question. Je crois qu'au bout du compte le ministre souhaite réellement que l'investissement étranger s'empare de l'industrie canadienne. Il ne s'intéresse pas véritablement à l'investissement canadien ni à la participation canadienne. Ce qu'il croit, en fait, c'est que le Canada fonctionnera mieux en tant que satellite d'autres pays. Voilà le message que nous fait tenir le gouvernement actuel. Par son comportement ou plutôt son inertie à l'égard de questions comme Mitel, l'édition de livres et des projets de loi du genre de celui sur Investissement Canada, le gouvernement révèle le fond de sa politique économique. Le gouvernement veut que le Canada ait une économie de filiale. Il veut recevoir ses ordres de Cleveland. C'est là le genre d'attitude qu'adopte le gouvernement. Il ne définit pas le genre d'orientation, ni les buts et les objectifs dont les investisseurs et les entrepreneurs canadiens auraient besoin pour garantir que nous conserverons un certain droit de regard sur notre industrie et, en fin de compte, sur notre destinée.

M. Duguay: Monsieur le Président, chacun ici sait pertinemment qu'au cours de la dernière campagne électorale nous avons exposé à la population canadienne notre position au sujet de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Le contenu de ce projet de loi n'est rien de nouveau pour les Canadiens. Nous avons dit aux Canadiens que nous présenterions ce projet de loi et nous l'avons fait.

Je tiens à dire quelques mots du mépris du processus parlementaire. Jusqu'au 1^{er} mai inclusivement, la Chambre a consacré 36 heures au débat du projet de loi C-15. En outre, le comité permanent a passé 40 heures à l'étudier. Les libéraux ont fait 82 interventions et les néo-démocrates 72. Ce qui veut dire, compte tenu de leur nombre à la Chambre, que les députés de l'opposition sont intervenus chacun deux fois sur un projet de loi dont la présentation était attendue par le public canadien, et que la thèse qu'ils défendent est faible. Les arguments qu'il faut exposer plus qu'une fois ne sont jamais des arguments bien convaincants.

Le point de vue que je fais valoir est très simple. L'outrage au Parlement est commis de l'autre côté de la Chambre. Je reçois régulièrement des appels téléphoniques de personnes de ma circonscription qui veulent savoir comment il se fait que nous ne pouvons pas empêcher les députés de l'opposition de répéter à la Chambre les mêmes arguments qu'ils ont présentés la veille. C'est du côté de l'opposition et non du nôtre que l'on fait outrage au Parlement.

M. Axworthy: Monsieur le Président, j'aimerais prendre le temps de répondre au député de Saint-Boniface (M. Duguay).

Je voudrais faire entendre un autre son de cloche. Le député dit que nous avons passé plus ou moins 36 heures à débattre de ce projet de loi. Il y a à peu près un an, quand j'ai proposé le projet de loi sur le transport du grain à titre de ministre des Transports, ce sont des centaines d'heures que nous y avons consacrées.

M. Stevens: Combien de temps avez-vous consacré à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger?

M. Axworthy: Nous avons passé des centaines d'heures à la débattre à la Chambre. Nous avons laissé l'opposition faire un examen complet de la question au comité, examen qui a duré quelque chose comme six mois. Des audiences ont eu lieu partout au Canada. Des instances ont été présentées en provenance de toutes les régions. Nous avons pris presque quatre semaines, à l'étape du rapport, pour étudier des centaines d'amendements. Nous avons suivi les délibérations très attentivement. Nous avons aussi innové. Nous avons accepté des amendements de l'opposition. Nous avons pris le temps de négocier avec l'opposition au sujet de certains amendements.

● (1130)

M. McDermid: Parce que c'était de bons amendements.

M. Axworthy: Oui, parce que c'était de bons amendements. Le gouvernement actuel, en affichant son mépris envers le Parlement, n'en a jamais fait l'invitation.

M. Stevens: Faux!

M. Axworthy: Il ne s'est même pas donné la peine de se présenter. Il n'a pas donné la possibilité d'examiner les amendements et de décider lesquels il étudierait, lesquels il adopterait, comment il tiendrait compte des points de vue que les représentants d'organismes canadiens renommés et influents ont fait valoir au comité. Tous les amendements ont été rejetés au comité. L'attitude est la même à l'étape du rapport. Voilà le genre de mépris que nous dénonçons.

Nous proposons cette résolution ce matin pour donner aux ministériels la chance de se repentir à la dernière heure. Nous avons vu cette semaine ce qui arrive à Mitel. Le député de Saint-Boniface est-il en train de dire qu'il parle au nom des gens de sa circonscription et qu'ils ne s'opposent pas à ce que l'industrie canadienne de haute technologie passe en d'autres mains? Veut-il que Burroughs quitte sa circonscription avec son mandat pour approvisionner le marché mondial, mandat négocié conformément aux conditions de l'AEIE? Est-ce bien ce qu'il veut? C'est exactement ce qui va arriver avec Investissement Canada. Burroughs ne se serait pas implantée à Saint-Boniface si l'AEIE n'avait pas négocié pour que cette usine ait accès au marché mondial. Si le député de Saint-Boniface se tenait au courant de ce qui se passe dans sa circonscription, il n'hésiterait pas à se lever à la Chambre pour appuyer nos amendements.

M. Duguay: N'en déplaise au député de Winnipeg-Fort Garry, monsieur le Président, je sais très bien ce qui se passe dans ma circonscription. Toutefois, l'argument que je fais valoir est fondamental: le comité passe des heures et des heures à modifier la loi parce qu'elle est mal rédigée ou que les Canadiens n'en sont pas suffisamment informés. Nous avons clairement expliqué aux Canadiens le but visé par notre projet de loi, et les députés de l'opposition le savent. Qui plus est, certains d'entre eux ont participé avec moi à des assemblées l'été dernier et ils ont exprimé des points de vue contraires aux